



Alaa Tartir: Israël, l'État islamique et les attentats de Paris

Description

Par Alaa Tartir, 24 Novembre 2015

La récente série d'attentats terroristes qui a frappé le monde a donné à Israël l'occasion de montrer ses capacités militaires et en matière de renseignement, et de s'en servir encore plus contre les Palestiniens.

Pendant que le monde entier pleurait les victimes des attentats terroristes de Paris, de Beyrouth, du désert du Sinaï en Egypte et d'ailleurs, Israël était préoccupé par une autre question : comment tirer le meilleur parti de ces attentats aux niveaux local, régional et mondial. Permettez-moi de vous expliquer ce que je veux dire.

Au niveau mondial, Israël a utilisé les attentats de la semaine dernière pour montrer sa supériorité dans le domaine du renseignement. Le renseignement israélien aurait prévenu les Etats-Unis et le Royaume-Uni que ces attentats pouvaient se produire, comme le disent des quotidiens israéliens de gauche comme de droite.

Il ne s'agit pas seulement d'une question liée à la sécurité, mais aussi d'une stratégie marketing et d'un outil de promotion qui visent à renforcer le rôle d'Israël sur le terrain de la lutte contre le terrorisme. Quand des pays arabes ont affirmé avoir envoyé des informations à la France, le correspondant de Haaretz a dit que « l'Occident ne fait pas confiance aux services de renseignements arabes » ; les services de renseignements occidentaux se méfient des liens entre les régimes arabes et les organisations terroristes. »

Israël, quatrième exportateur mondial d'armes avec le taux le plus élevé d'exportations d'armes par habitant, a aussi utilisé les attentats terroristes pour étaler ses technologies militaires et dans le domaine de la surveillance. Beaucoup de ces armes et de ces technologies sont testées sur les Palestiniens en Cisjordanie et dans la bande de Gaza avant d'être exportées. Au fil des ans, Israël a pu tester des stratégies, des technologies, des équipements militaires et même des armes interdites par le droit international en toute impunité.

Israël a profité des attentats terroristes pour faire savoir au monde entier qu'il lui faut plus d'armes pour vaincre le terrorisme. Cependant, je crois que le monde a besoin de moins d'armes et d'une vision moins militaire pour être plus en sécurité, et non l'inverse. Avoir plus d'armes entre des mains plus nombreuses mènera logiquement à une probabilité plus grande de voir une guerre éclater et d'utiliser plus de moyens violents pour résoudre des problèmes politiques.

Au niveau régional, Israël utilisera probablement les attentats de Paris pour reprocher à l'administration américaine sa négociation et sa conciliation avec l'Iran. Mais surtout, Israël a efficacement joué deux rôles parallèles dans les enjeux régionaux : celui de la victime potentielle de la terreur iranienne, mais aussi celui d'un acteur puissant dans la lutte contre le terrorisme dans la région. Dans une région qui se caractérise par des changements rapides et imprévisibles, Israël est capable de passer rapidement d'un rôle à l'autre selon les circonstances.

D'un côté, Israël demande plus d'armes et d'aide militaire à l'administration américaine pour « se défendre » en tant que victime ou victime potentielle du « terrorisme » ; d'un autre côté, et dans le même temps, le premier ministre israélien Netanyahu propose son aide au président russe Poutine en Syrie. Un accord de sécurité aurait été conclu entre la Russie et Israël sur la Syrie pour faciliter l'échange direct de renseignements et éviter qu'ils visent leurs avions respectifs.

En l'occurrence, Israël joue le rôle d'un acteur puissant dans la « guerre contre le terrorisme ». Il y a de toute évidence une contradiction entre être une victime du terrorisme et être en même temps une force puissante dans sa lutte au niveau régional et mondial, tout en exerçant ce même terrorisme contre les Palestiniens au quotidien.

Au niveau local, Israël a utilisé les attentats de Paris de la semaine dernière pour s'en servir contre les Palestiniens en Cisjordanie occupée et à Gaza, et également en Israël, surtout contre les citoyens palestiniens d'Israël qui sont de mouvance ou d'idéologie islamiste. Mardi, le gouvernement israélien a interdit et déclaré illégal le principal mouvement islamique du pays.

Après les attentats de Paris, c'était le bon moment pour Israël d'appliquer sa politique d'« radicalisation de l'ennemi ». Le Shin Bet, le service de renseignement intérieur d'Israël, a aussi profité de ce moment pour révéler que sept habitants d'une ville arabe en Israël avaient prévu de rejoindre l'Etat islamique en Syrie, et après Al-Monitor, un ministre d'Etat du Likoud a déclaré :

« Les attentats de Paris ont donné au gouvernement l'appui dont il avait besoin pour interdire le Mouvement islamique » ! Dès que le contexte des attentats de Paris est devenu clair, il était évident que c'était le bon moment. Le monde entier subit la terreur islamique. De telles mesures sont légitimes et l'attention se portera moins sur nous désormais ! C'est bien dommage que nous ne l'ayons pas fait plus tôt ».

Il fut étonnant de voir la rapidité à laquelle Israël a pu criminaliser une organisation socio-économique et politique, perquisitionnant ses bureaux et 17 organismes de bienfaisance et associations liés au mouvement. Israël a interdit le Mouvement Islamique sur la base des lois d'urgence datant de la période du mandat britannique. Adalah, le Centre juridique pour les droits

de la minorité arabe en Israël, voit en cette décision une « violation et une répression des droits du Mouvement Islamique à la liberté d'association et d'expression politique, et elle nuit à toute la minorité palestinienne-arabe en Israël. »

Israël emploie fréquemment des mesures politiques basées sur des lois militaires pour menacer des groupes et des associations en plus de ceux qui sont explicitement ciblés. Il s'agit d'une autre manifestation de la « matrice de contrôle » déployée par Israël pour maintenir et renforcer sa colonisation et son occupation sur les Palestiniens et leurs terres.

Malgré l'objection du directeur du Shin Bet à la mesure d'interdiction du Mouvement Islamique, le gouvernement israélien a clairement privilégié la dynamique internationale par rapport à la dynamique locale : autrement dit, il utilise des événements mondiaux et régionaux pour agir localement. Le gouvernement israélien pourrait assez vite regretter ce choix car il peut contribuer directement à accroître le soutien au Mouvement Islamique, éventuellement accompagné d'autres actions radicales illégales. Alors que l'interdit est de plus en plus tentant, Israël, une fois de plus, semble ne pas arriver à tirer les enseignements de décennies de leçons. Mais on pourrait aussi penser qu'Israël provoque délibérément les cercles vicieux et les cercles de conflits et de violences.

Indépendamment de l'opinion qu'on se fait sur le Mouvement Islamique en Israël et ses valeurs, son idéologie et ses croyances (surtout en ce qui concerne la politique intérieure palestinienne, les droits des femmes et le rôle de la religion dans la vie), l'attaque contre le Mouvement est une attaque contre une partie importante de la population palestinienne et c'est donc une attaque contre l'existence des Palestiniens. Cette conviction est partagée par les chefs de file de la Joint List conduite par Ayman Odeh.

Une situation similaire est produite il n'y a pas longtemps, en 2006, de l'autre côté de la Ligne verte, quand le Hamas, le Mouvement de la résistance islamique, a gagné une majorité de sièges à l'élection du Conseil législatif palestinien. Il ne fait aucun doute que si la communauté internationale n'avait pas boycotté et sanctionné le Hamas et les Palestiniens à l'époque, nous serions aujourd'hui dans une situation difficile, peut-être sans clivage intra-palestinien, et peut-être plus proches d'une paix et d'une justice durables.

Cette paix est importante non seulement pour les Palestiniens et les Israéliens, mais aussi sur le plan régional et mondial.

Alaa Tartir est le directeur des programmes de Al Shabaka : Le réseau politique palestinien. Il est aussi chercheur post-doctorant à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève, en Suisse. Entre 2010 et 2015, il a été chercheur en études de développement international à l'École de sciences économiques et politiques de Londres (LSE) où il a obtenu son doctorat.

Traduction: EC pour l'Agence

Source: [Opendemocracy.net](https://www.opendemocracy.net)

date créée

2015/11/27